



## **Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie relative aux conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo – intensifs**

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique concernant les conditions d'accès aux réseaux de transport de gaz des consommateurs gazo-intensifs.

Nous regrettons que le sujet relatif à ce nouveau statut de consommateurs n'ait pas été abordé dans le cadre de la Concertation Gaz avec toutes les parties prenantes.

En effet, ce statut introduisant des dispositions spécifiques à ces consommateurs, a un impact sur le système gazier et notamment sur les règles d'allocation des capacités. Il est donc indispensable que l'ensemble des parties prenantes puisse discuter de ces impacts dans le cadre d'une concertation.

Nous comprenons que le Régulateur souhaite tenir compte des ces nouvelles dispositions introduites dans le Code de l'énergie.

Toutefois, et étant donné que les dispositions législatives relatives à la définition même du statut de consommateur gazo-intensif (seuils d'éligibilité, liste des points etc.) ne sont pas encore connues, il est matériellement et de manière exhaustive, impossible de se positionner sur une évolution des règles de commercialisation.

En effet, l'absence de ces éléments ne permet pas d'en estimer les impacts sur le système gazier et il nous paraît donc extrêmement difficile de pouvoir se prononcer relativement à une option quelconque dans ce contexte.

En principe la mise en place de règles visant à l'application de la loi et des « privilèges » réservés aux consommateurs gazo-intensifs doit à notre avis se réaliser sans affecter la capacité disponible pour les autres utilisateurs, de façon le plus possible « non discriminatoire » et en minimisant les impacts sur le fonctionnement du marché.

En effet, l'approche proposée ici nous paraît présenter un risque de discrimination parmi les utilisateurs du réseau (gazo-intensifs et non-gazo-intensifs, fortement modulés et non-fortement modulés, etc.).

Par ailleurs, les règles de commercialisation pluriannuelle des capacités Nord/Sud doivent être établies rapidement. Les fournisseurs, notamment alternatifs, ont besoin de visibilité sur les capacités entre les différentes zones

Les deux options proposées par le Régulateur reposent sur l'hypothèse d'affermissement de capacités à la liaison Nord-Sud, actuellement interruptibles, que

GRTgaz estime à hauteur de 40 GWh/j. Les mécanismes à travers lesquels GRTgaz serait capable d'affermir ces capacités interruptibles ne sont pas précisées dans la note technique de consultation et n'ont pas été présentées et discutés en Concertation Gaz<sup>1</sup>.

Ainsi, en l'absence d'un cadre détaillé de règles applicables, l'initiative de la CRE d'intervenir sur les règles actuelles d'allocation de la capacité à la liaison Nord-Sud nous paraît prématurée et nous n'y sommes pas favorables.

Ci dessous notre contribution en réponse aux questions formulées.

**Question 1 :** *Estes-vous favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord de sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?*

**Question 2 :** *Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette première option ?*

**eni** n'est pas favorable à l'option de rattachement contractuel au PEG Nord des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France.

Il s'agirait d'un raccordement « virtuel » en zone Nord des consommateurs gazo-intensifs en zone Sud pour mettre en œuvre lequel il serait nécessaire de « réserver » une partie de la capacité ferme commercialisable. Cette capacité ne serait donc pas alloué au consommateur mais destiné à l'usage de GRTgaz pour assurer la fourniture des clients gazo-intensifs dans le Sud comme en zone Nord, ce qui impacterait négativement sur la transparence concernant l'usage et la disponibilité des capacités à la liaison Nord-Sud.

Une telle solution ne nous paraît pas souhaitable: il s'agit d'une solution complexe qui comporterait des impacts importants d'un point de vue opérationnel (par exemple en ce qui concerne l'équilibrage des deux zones, l'acheminement du gaz vers la zone TIGF etc.) et dont les effets sur le fonctionnement du marché dans les deux zones sont difficiles à prévoir et évaluer.

Il nous paraît essentiel que la mise en place d'un mécanisme d'accès au réseau qui assure un accès privilégié aux consommateurs gazo-intensifs, dans le respect de la loi, ne se traduise pas en un pur avantage par rapport aux autres utilisateurs du réseau.

Cette condition essentielle ne serait pas respectée par l'option de raccordement en zone Nord des consommateurs gazo-intensif en zone Sud telle que proposée puisque elle assurerait aux consommateurs gazo-intensifs en zone Sud un double avantage :

- l'accès aux conditions de marché en zone Nord en priorité ;

---

<sup>1</sup> Dans la synthèse des réponse à la consultation publique relative aux règles de commercialisation des capacités, la CRE affirme que les propositions de GRTgaz et de Elengy portant sur la possibilité d'un affermissement de 40 GWh/j de capacités interruptibles à la liaison Nord -Sud en augmentant les déchargements de GNL à Montoir n'ont pas trouvé le support des opérateurs.

- l'accès gratuit au « service » d'acheminement de GRTgaz du gaz depuis la zone Nord (ce qui comporterait une perte de revenus de GRTgaz, correspondant à la capacité réservée aux consommateurs gazo-intensifs et non commercialisée et, vraisemblablement, un impact sur le niveau du tarif d'acheminement pour l'ensemble des utilisateurs du réseau d transport).

Nous partageons l'analyse de la CRE selon laquelle la mise en œuvre de l'option de raccordement à la zone Nord des sites gazo-intensifs en zone Sud comporterait la nécessité d'exclure une partie des consommateurs gazo-intensifs de ce mécanisme (les sites raccordés en réseaux de distribution, les sites fortement modulés...) .

En considérant tous les éléments ci-dessus exposés **eni** n'est pas favorable à cette option.

**Question 3 :** *Etes-vous favorable à l'option d'allocation prioritaire de capacités à la liaison Nord-Sud des sites gazo-intensifs situés dans le sud de la France ?*

**Question 4 :** *Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre envisagées pour cette deuxième option ?*

En réponse à la consultation publique relative à la commercialisation des capacités de Juin 2013 **eni** s'était exprimé contre le maintien du critère d' allocation « aux besoins » dans les futures procédures d'allocation des capacité à la liaison Nord-Sud. Nous rappelons que nous sommes en faveur de l'introduction de mécanismes d'enchères pour la commercialisation de toute la capacité disponible au plus vite..

Nous réitérons cette position et sommes donc opposés au maintien d'un mécanisme allouant en tout ou partie la capacité disponible sur la base de critères différents des critères de marché, comme le propose la deuxième option proposée par la CRE.

Cependant, et si toutefois une de ces 2 solutions venait à être mise en œuvre, nous souhaitons exprimer une préférence pour cette deuxième option dont l'actuation nous paraît plus simple et qui paraît comporter des impacts moins importants par rapport à la première option (tout en confirmant notre position générale d'opposition à l'initiative qui fait l'objet de cette consultation).

En ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle de l'option nous souhaitons que la procédure soit rédigée afin d'éviter tous les risques de comportement opportuniste ou abusif de la part des participants et que le volant de capacités destiné à une allocation « aux besoins » qui allouerait en priorité les consommateurs gazo-intensifs, soit effectivement alloué sur la base des besoins effectifs des participants.